

L'actualité de mars sur le cas POSCO en Inde

Nous vous informions en février des dernières nouvelles concernant le cas d'accaparement des terres, mené conjointement par la société sud-coréenne POSCO et le gouvernement de l'Etat d'Odisha en Inde. Depuis les exactions contre la population ne se sont pas calmées mais les paysans locaux ne se laissent pas intimider.

Rappel de la situation.



Depuis plus de sept ans, les populations villageoises de Dhinka, Gobindpur, Trilochanpur et Patana (district de Jagatsingphur, État d'Odisha) repoussent les tentatives de la compagnie coréenne POSCO qui, avec le soutien du gouvernement local, convoite leurs terres pour l'installation d'une exploitation minière et d'un port commercial sur la côte. Les 4000 familles touchées par le projet se sont réunies en collectif (PPSS, le mouvement « anti-Posco ») afin de préserver leurs terrains, leurs foyers et leurs moyens de subsistance.

En février, après une accalmie en 2012, le gouvernement revenait à la charge en envoyant douze patrouilles de police bruler des champs de bétels et réprimer les manifestations pacifiques des habitants des différents villages de la région. Un statuquo s'installe, mais les forces de l'ordre entourent le village.

La violence s'intensifie au mois de mars.

Deux faits notables se sont déroulés au mois de mars. Tout d'abord trois activistes du mouvement PPSS ont trouvé la mort le 2 mars, lors de l'explosion d'une bombe dans le village de Patana. Bien que le doute subsiste, les habitants soupçonnent la société POSCO d'avoir voulu mettre un terme à la résistance paysanne.



Les villages se sont entourés de barricades en bambou pour interdire l'entrée aux forces de l'ordre qui restent sur place. Depuis début mars, des manifestations sont organisées principalement par les femmes des villages ; manifestations devenues quotidiennes depuis le 22 mars. Elles ont notamment organisé le 7 mars un rallye à demi-nues, en signe de protestation. Elles subissent en conséquence les assauts répétés de la police et plusieurs d'entre elles ont été arrêtées. De plus, certaines commencent à souffrir de problèmes liés à l'impossibilité de rendre visite aux médecins.

Les villageois craignent une intensification des violences à partir du 6 avril, date de clôture de la session parlementaire de l'État d'Odisha. Une grève de la faim collective est prévue pour le 3 avril si les revendications des habitants ne sont pas écoutées, à savoir le retrait immédiat des forces de police, l'arrêt immédiat des réquisitions et des excuses officielles de l'Etat sur le traitement anti-démocratique de ses citoyens.

SOLIDARITÉ soutien les paysans victimes de la répression.

En contact régulier avec le PPSS, et notamment le porte-parole, M. Prashant Paikaray, nous avons en février diffusé [la pétition](#) mise en ligne par l'organisation et [écrit](#) au gouvernement fédéral et national.

Nous préparons actuellement une campagne de soutien aux revendications des habitants, pour diffuser leur combat et soutenir leur appel à la solidarité internationale.

© NDTV - © LiveMint/PTI

